

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 24 au 30 septembre 2024

## Sommaire

**Le chiffre de la semaine.....2**

**Fait marquant : lors de son discours à la conférence  
du parti travailliste, la Chancelière de l'Échiquier  
s'est montrée prudente quant au prochain budget 2**

**En bref .....3**

**Actualités macroéconomiques.....3**

CONJONCTURE .....3

FINANCES PUBLIQUES ET FISCALITE.....4

CONDITIONS DE VIE.....5

**Actualités commerce et investissement .....5**

COMMERCE.....5

INVESTISSEMENT.....6

**Actualités financières.....6**

REGLEMENTATION FINANCIERE .....6

## Le chiffre de la semaine

La croissance du PIB en volume au second trimestre a été révisée à la baisse, selon les deuxièmes estimations de l'[ONS](#). Après avoir atteint +0,7 % au T1, la croissance trimestrielle du PIB s'établit à +0,5 % au T2, soit 0,1 pt en dessous de la première estimation du mois d'août. Cette révision s'explique surtout par une surestimation initiale de la croissance de la consommation publique – estimée à 1,4 % puis révisée à 1,1 %, ainsi qu'une surestimation de la variation des stocks.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,5 %

## Fait marquant : Lors de son discours à la conférence du parti travailliste, la Chancelière de l'Échiquier s'est montrée prudente quant au prochain budget

Dans un discours essentiellement destiné à attaquer les quatorze années de gouvernements conservateurs, Rachel Reeves a insisté sur son objectif de croissance économique, dont la solution serait l'investissement. Elle souhaite réhausser les conditions de vie de la population, créer un environnement attractif pour les entreprises et restaurer la qualité des services publics. Selon elle, une économie tirée par quelques secteurs, régions ou personnes seulement serait néfaste à l'investissement et à la croissance.

**Rachel Reeves a affiché une certaine prudence concernant le Budget d'automne** (annoncé pour le 30 octobre), **en n'évoquant aucune des mesures « hors programme » pourtant récemment envisagées.** Consciente de la situation dégradée des finances publiques, Rachel Reeves a rappelé quelques faits saillants : la dette publique s'établit à 100 % du PIB, le déficit public en ce début d'année 2024-25 est plus important que prévu, et un déficit de financement de 22 Md£ a été soulevé par l'audit de juillet 2024.

En vue du Budget d'automne, **la Chancelière a insisté sur les mesures contenues dans le programme de campagne.** D'abord, le Budget ne comprendra pas d'augmentation des principaux taux d'imposition (impôt sur le revenu, cotisations sociales, TVA et impôt sur les sociétés). Ensuite, l'*Energy Profits Levy* sera étendu, induisant un taux total d'imposition de 78 % sur les activités pétrolières et gazières. En outre, Rachel Reeves entend lutter contre la fraude fiscale et appliquer la TVA sur les écoles privées.

Enfin, **la Chancelière n'a aucunement mentionné l'impôt sur les successions ou l'impôt sur les plus-values**, qui avaient été envisagées pour lever davantage de recettes dans un contexte tendu des finances publiques. Néanmoins, la mention de la nécessité d'un cadre budgétaire stable laisse entendre qu'elle pourrait revoir les règles budgétaires.

## En bref

- L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (*Trade Remedy Authority* ou [TRA](#)) ouvre une enquête anti-dumping sur les produits en broyage d'étain – tels que les boîtes de conserve – en provenance de Chine, après une plainte déposée par Tata Steel UK.
- L'unité en charge de l'application des sanctions financières (*Office for Financial Sanctions Implementation* ou [OFSI](#)) impose pour la première fois une pénalité financière à l'encontre d'une entité impliquée dans la violation des sanctions infligées en application du régime de sanctions à l'égard de la Russie. En l'espèce, le service de gestion de biens ICSL a continué d'offrir ses prestations à une personne nommément désignée par des mesures de gel d'avoirs.
- Le Royaume-Uni [annonce](#) la mise sous sanctions de deux entités et de cinq navires liés au secteur du gaz naturel liquéfié (GNL) russe. Au total, Londres a désigné 15 entités et navires liés au GNL russe.
- Les gouvernements britanniques et gallois [apportent](#) leur soutien au projet d'investissement dans la modernisation de l'usine de recyclage de papier *Shotton Mill*.
- La Caisse de dépôt et placement du Québec ([CDPQ](#)) acquiert une participation à hauteur de 25 % dans le groupe hydroélectrique britannique First Hydro, alors que certains investisseurs internationaux (tels que le fonds souverain singapourien) demeurent prudents quant aux opérations dans les services publics réglementés au Royaume-Uni. Les 75 % restants sont détenus par Engie.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**L'OCDE revoit ses prévisions de croissance pour le Royaume-Uni.** L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié ses perspectives économiques mondiales de septembre 2024. Le rapport reconnaît la reprise robuste de l'activité britannique et réhausse les prévisions de croissance britannique, à 1,1 % pour 2024 et 1,2 % pour 2025. Les dernières prévisions de mai indiquaient seulement une croissance de 0,4 % pour 2024 et 1,0 % pour 2025. Les prévisions d'inflation sont restées globalement inchangées, à 2,7 % en 2024 (+0,0 pt) et 2,4 % en 2025 (+0,1 pt).

**La livre sterling [atteint](#) son plus haut niveau depuis plus de deux ans face à l'euro, oscillant désormais autour de 1,20 €.** L'écart de taux directeur entre les deux banques centrales s'accroît, avec la baisse plus rapide du taux directeur européen, conduisant pour l'instant la livre sterling à s'apprécier. Certes, la baisse du taux directeur britannique du 1<sup>er</sup> août a induit une dépréciation immédiate de la livre, mais elle a été complètement résorbée depuis en raison de la prudence affichée par la Banque d'Angleterre sur l'évolution future du taux. La [décision](#) du Comité de politique monétaire du 19 septembre – consistant en un maintien du taux à 5,00 % – a conduit la livre à dépasser 1,20 € (niveau dernièrement atteint en avril 2022). À l'inverse, la BCE a abaissé son taux de la facilité de dépôt à deux reprises depuis juin, soit –1 pt. Fin 2025, il est attendu que le taux directeur de la BoE atteigne 3,75 %, contre 3,00 % pour la BCE.

**En août, le flux net de crédits à la consommation a [augmenté](#) et se situe au-dessus de la moyenne des six derniers mois, selon la Banque d'Angleterre.** Les emprunts nets par crédits à la consommation ont augmenté, passant de 1,2 Md£ en juillet à 1,3 Md£ en août, toutefois en-deçà du consensus de 1,4 Md£. Si l'emprunt via les cartes de crédit est resté stable, à 0,5 Md£ en août, la hausse des crédits à la consommation s'explique par une hausse des emprunts par d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles...) qui sont passés de 0,7 Md£ à 0,8 Md£ sur la même période.

**Les approbations de prêts hypothécaires ont [crû](#) en août, selon la Banque d'Angleterre.** Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 64 900 en août (après 62 500 en juillet), soit le plus haut volume atteint depuis août 2022 (72 000), et au-dessus du consensus de 63 900. Cet indicateur est utilisé par la Banque d'Angleterre pour estimer l'emprunt futur. De la même manière, les approbations nettes de réhypothèques ont augmenté de 25 200 à 27 200 entre juillet et août. Enfin, les particuliers ont emprunté, en net, 2,9 Md£ de dettes hypothécaires, contre 2,8 Md£ en juillet.

**Selon [Nationwide](#), les prix de l'immobilier ont crû au rythme le plus élevé depuis deux ans, en glissement annuel.** Les prix des maisons ont augmenté de 0,7 % au mois de septembre (après -0,2 % en août). En glissement annuel, l'augmentation des prix de des maisons s'établit à +3,2 % (après 2,4 % en août). Il s'agit de la croissance annuelle des prix de l'immobilier la plus forte depuis novembre 2022. Ceci s'explique par la fixation de taux hypothécaires plus faibles depuis la baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre du 1<sup>er</sup> août. Le prix moyen d'une maison s'établit à 266 094 £ et sont inférieurs de 2 % au maximum historique atteint à l'été 2022. Une forte hétérogénéité est à souligner entre les régions, aussi bien en niveau qu'en variation. Une propriété à Londres coûte en moyenne 525 000 £, contre 161 000 £ dans le Nord.

## Finances publiques et fiscalité

**Les ambassades européennes à Londres [font pression](#) sur le gouvernement britannique pour exempter les écoles internationales du projet des travaillistes d'application de la TVA sur les frais de scolarité dans le privé.** Cette taxe, prévue pour janvier 2025, inquiète les pays européens qui financent des écoles internationales au Royaume-Uni, car aucune taxe similaire n'est imposée aux écoles britanniques à l'étranger. Les ambassades craignent que cela ne rende les frais de scolarité inabordables pour leurs employés et n'affecte les relations diplomatiques. La France, l'Espagne et l'Allemagne ont exprimé leurs préoccupations, rappelant que leurs écoles sont partiellement financées par l'État et fonctionnent à but non lucratif, de manière à maintenir la continuité dans la scolarité d'élèves temporairement expatriés au cours de leur cursus. Le gouvernement britannique prévoit de lever jusqu'à 1,5 Md£ avec cette mesure pour financer des enseignants dans les écoles publiques.

**La Chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves, pourrait [assouplir](#) son projet de durcissement de la réforme des « non-doms » (résidents non domiciliés) face à des doutes sur son efficacité.** Le gouvernement travailliste espérait lever 5,23 Md£ d'ici à 2028-29 en durcissant la réforme initiée par Jeremy Hunt, visant à supprimer l'exonération fiscale des revenus étrangers des résidents britanniques non domiciliés au Royaume-Uni. Cependant, des conseillers du gouvernement craignent que cela

pousse les « *non-doms* » à quitter le pays pour des destinations fiscales plus favorables. R. Reeves pourrait ajuster ses propositions avant le budget du 30 octobre si les prévisions ne sont pas satisfaisantes. Le régime préexistant permettait aux « *non-doms* » de ne payer des impôts au Royaume-Uni que sur leurs revenus locaux. Les recettes attendues de la réforme serviraient à financer des services publics comme le NHS et les écoles. Des experts estiment que tout assouplissement, notamment sur l'assujettissement des revenus à l'impôt sur les successions, pourrait rassurer les « *non-doms* » et limiter leur départ.

## Conditions de vie

**Selon l'ONS, le revenu disponible des ménages a diminué pour la deuxième année consécutive en 2022-23.** Le revenu disponible médian des ménages a chuté à 34 462 £ pour l'année fiscale 2022-23, s'étendant d'avril 2022 à mars 2023. Il a donc chuté de 2,5 % par rapport à 2021-22, consécutivement à une légère baisse de 0,3 % en 2020-21. De ce fait, le revenu disponible médian des ménages s'établit 0,8 % en dessous de son niveau prépandémie, de 2019-20. Le revenu disponible moyen des ménages a chuté plus lourdement, de 4,7 % sur l'année, à 40 916 £, d'où un niveau 4,2 % inférieur à 2019-20. Toutefois, l'ONS note que les mesures gouvernementales de soutien aux ménages pendant la crise du coût de la vie ont permis de réduire les inégalités, en accroissant notamment le revenu disponible du dernier quintile. Pour rappel, le revenu disponible d'un ménage est la somme d'argent, ajustée de l'inflation, dont il dispose afin de dépenser et épargner, après prise en compte des impôts directs.

**Selon le gouvernement écossais, la crise du logement s'intensifie alors que le nombre de ménages sans abri atteint son niveau le plus élevé depuis douze ans.** En Écosse, plus de 33 600 ménages ont été identifiés comme sans domicile fixe (ou menacés d'itinérance) en 2023-24, ce qui représente une hausse de 3,0 % par rapport à 2022-23). 38 000 adultes et près de 15 500 enfants sont concernés. Le nombre de personnes dormant dans la rue a augmenté de 28 %. L'Angleterre fait face à une crise similaire, avec plus de 117 000 ménages en hébergement temporaire au premier trimestre 2024 (+12 % par rapport à 2023, pic depuis 1998).

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

Un récent rapport de la [Social Market Foundation](#) identifie plusieurs obstacles au développement à l'international des petites entreprises au Royaume-Uni. Selon le document commandé par l'E-Commerce Trade Commission du Chartered Institute of Export & International Trade, l'accès au financement est la principale difficulté rencontrée par les entreprises dans leur démarche de croissance à l'export. La digitalisation des formalités liées au commerce international apparaît cruciale pour favoriser la croissance à l'international des entreprises.

**Trois ans après la création du dispositif des ports francs par le gouvernement conservateur, seules six entreprises utilisent ces facilités douanières.** Pour rappel, cette politique permet aux entreprises implantées sur les sites désignés d'importer des matériaux en franchise de droit et de s'acquitter des droits de douanes uniquement

lorsque les produits finis restent dans l'économie nationale. Des avantages fiscaux sur le foncier et des dispositifs de soutien à l'embauche complètent le système. Malgré son succès contrasté, le Trésor britannique prévoit de maintenir cette politique dans le prochain budget afin de garantir la stabilité de l'environnement réglementaire et des dispositifs de soutien à l'investissement.

## Investissement

**Selon le ministre britannique des Affaires et du Commerce, Jonathan Reynolds, l'adoption d'une future stratégie industrielle [renforcera](#) l'attractivité du Royaume-Uni auprès des investisseurs étrangers.** À l'approche du sommet international pour l'investissement prévu le 14 octobre, J. Reynolds rappelle que le nouveau gouvernement a entrepris des travaux afin de construire une stratégie industrielle cohérente, destinée à soutenir les secteurs clés pour la croissance tels que l'*advanced manufacturing*, les services aux professionnels ainsi que les industries créatives. Par ailleurs, le Ministre prévoit d'annoncer la composition du nouveau Conseil pour la stratégie industrielle, qui supervisera cette stratégie, en amont du sommet.

**Le fonds d'investissement américain Blackstone [annonce](#) un investissement de 10 Md£ pour créer un centre de données d'intelligence artificielle.** En marge de son déplacement à New York, le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé le 25 septembre un investissement d'un montant de 10 Md£ par le fonds américain dans le secteur de l'intelligence artificielle, destiné à la construction d'un centre de données dans le nord-est de l'Angleterre (Northumberland). Cette annonce intervient alors que le gouvernement a décidé de classer les centres de données comme des « infrastructures nationales critiques », bénéficiant ainsi d'une protection spécifique.

## Actualités financières

### Règlementation financière

**Rachel Reeves propose de [responsabiliser](#) davantage l'autorité des marchés financiers (*Financial Conduct Authority* ou FCA) par rapport à son objectif secondaire de compétitivité et de croissance.** Selon le *Financial Times*, la Chancelière de l'Échiquier compte profiter de l'annonce du budget d'automne du 30 octobre prochain pour envoyer une « lettre de mission » à la FCA lui demandant de prouver qu'elle met bien en œuvre son objectif secondaire et qu'elle contribue activement à l'expansion de l'économie britannique et de son secteur financier. La lettre de cadrage doit être envoyée une fois par législature. Si l'autorité estime qu'elle a à ce stade fait beaucoup pour remplir ses obligations dans le cadre de cet objectif secondaire, certains membres du gouvernement disent en attendre davantage, notamment en matière de simplification des exigences qui s'appliquent aux entreprises que la FCA supervise. L'article du *Financial Times* évoque plusieurs épisodes de relations compliquées entre le régulateur, le gouvernement et le secteur.

**Le gouvernement travailliste prévoit le [lancement](#) prochain d'une nouvelle autorité publique baptisée *Regulatory Innovation Office* (RIO).** Cette nouvelle structure, pour laquelle des recrutements ont déjà été lancés, aura pour objectif d'alléger et simplifier le cadre réglementaire et les exigences qui s'appliquent directement aux entreprises,

notamment celles du secteur financier. Le parti travailliste s'était [engagé](#) à créer le RIO en octobre 2023 et cette promesse a été entérinée dans le [discours](#) du roi sur l'agenda législatif de la nouvelle législature, prononcé en juillet dernier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)